

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 27/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAIPOL**

Place des Curins  
63190 Lezoux

Références : 20230322-RAP-63-391-InspSAIPOLLezoux  
Code AIOT : 0005600377

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2023 dans l'établissement SAIPOL implanté Place des Curins 63190 Lezoux. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAIPOL
- Place des Curins 63190 Lezoux
- Code AIOT : 0005600377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site réalise la production d'huile de tournesol par extraction mécanique puis par utilisation de solvant (hexane).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites des dernières inspections (2021 et 2022)
- modifications du site,
- sécurités liées aux silos,
- consommations et rejets d'eau.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Limitation des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Dépoussiérage - capotage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-IV	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Contrôles électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31	Lettre de suite préfectorale	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Gestion sécheresse	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 5.1, 5.2
6	Détection anomalie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 26.IV.B

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé de nombreux investissements sur son site en 2022 et en prévoit encore sur les prochaines années.

Les accès ont notamment été sécurisés et les équipes ont été renforcées. La zone de dépotage d'hexane a été déplacée et les dispositifs décrits dans le dossier de 2022 sont en place (hormis le sprinklage, prévu pour 2023).

Un silo en entrée de site a été déclassé (plus utilisé comme un silo de stockage). Des travaux sont prévus pour fin 2023 (remplacement tours aéroréfrigérantes par des tours adiabatiques, sprinklage sur zone d'extraction, travaux sur les salles électriques): ces sujets devront faire l'objet d'une information préalable plus détaillée à l'inspection.

L'exploitant a par ailleurs fiabilisé le suivi de ses consommations d'eau mais doit réaliser encore des modifications afin d'abaisser la consommation de manière pérenne. Il doit également prévoir des actions à mettre en place en cas d'alerte ou de crise.

Le dépoussiérage du site doit être renforcé sur les zones moins accessibles. Les suites données aux contrôles électriques doivent être mieux tracées.

Enfin, la qualité des rejets aqueux doit être améliorée ou à minima l'exploitant doit démontrer que la station communale est apte à les traiter.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 5.1, 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Prélèvement maximal autorisé annuellement: 45 000 m3 Les installations disposent d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé à minima de manière hebdomadaire et fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b> En 2022, le site a consommé 44000m3 d'eau, ce qui est inférieur au maximum autorisé. Cependant, l'activité a été stoppée en pendant deux mois (un mois de plus que les autres années). L'exploitant doit donc être vigilant sur ce sujet.  Pour cela, il a intégré un suivi journalier des consommations d'eau sur différents ateliers et cet indicateur est maintenant suivi en revue journalière en salle de contrôle.  De plus, il a prévu de modifier ces systèmes de refroidissement (tours aéroréfrigérantes) par des systèmes adiabatiques. Le gain espéré de consommation annuelle est de 37%.
<b>Observations :</b> Un paramètre de suivi qui pourrait permettre d'améliorer les consommations d'eau, indépendamment de la production et des arrêts, serait une consommation spécifique (m3/tonne de graine pressée ou d'huile produite).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Limitation des consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé une étude en 2022 sur des pistes d'amélioration de sa consommation d'eau. Une des actions identifiées sera réalisé en 2023 (cf point précédent: mise en place de tours adiabatiques). Il a mis à jour son plan d'utilisation rationnelle de l'eau en 2023 qui prévoit bien ces investissements et le suivi rapproché des consommations.</p> <p>Il indique cependant que des réductions importantes en période d'alerte ne sont pas possible, hormis par l'arrêt de l'usine.</p>
<p><b>Observations :</b> Les investissements réalisés cette année devraient permettre de diminuer la consommation globale mais ne diminueront pas les prélèvements en période d'alerte.</p> <p>Des solutions de récupération d'eau de pluie ou de réalisation des arrêts techniques préférentiellement lors des périodes d'alertes ne doivent pas être écartées car elles permettraient de contribuer à l'effort général de diminution, en période de limitation sur la ressource. L'utilisation d'un forage ne sera pas forcément une solution permettant de ne pas être soumis aux restrictions sécheresses sur le moyen terme.</p> <p>Des actions globalement plus structurantes sur la chaleur fatale sont à étudier afin de limiter les besoins en énergie mais également en refroidissement d'eau.</p> <p>Des compléments sont attendus sur le PURE (plan d'utilisation rationnelle de l'eau) afin de déterminer des actions à mettre en œuvre en période d'alerte, alerte renforcée et crise. De plus, les points suivants sont à préciser:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indiquer les débits minimum et maximum des installations (en m<sup>3</sup>/h et m<sup>3</sup>/jour) pour les principaux postes de consommation d'eaux, en distinguant le cas échéant l'été et l'hiver notamment pour les TAR;</li> <li>- même si l'activité n'est pas saisonnière, présenter les données moyennes de consommation et de rejets au cours d'une année représentative du fonctionnement, par exemple en fournissant les données de chaque mois et en précisant les périodes d'arrêt et les périodes de faible activité;</li> <li>- indiquer les possibilités de réduction sur chaque poste (faible, moyen, en fonctionnement dégradé)</li> <li>- pour le point de rejet n°2, préciser les débits maximums en m<sup>3</sup>/h et m<sup>3</sup>/jour.</li> </ul> <p>Ce sujet fera l'objet d'un échange avec l'inspection au mois d'avril 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Dépoussiérage - capotage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les sources émettrices de poussières (élévateurs, jetées de transporteurs, transporteurs à chaînes, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) sont capotées autant que techniquement possible. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de conduits de transport de l'air poussiéreux. Cette prescription ne s'applique pas à la jetée des transporteurs présents dans les cellules.
<b>Constats :</b> La partie réception de graines est équipée d'aspiration ainsi que d'un système d'élévation. Le fonctionnement des systèmes de manutention équipés est asservi à l'aspiration.  Les systèmes de manutention de grain sont capotés.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection du site (zone réception, silos coques, décorticage, presse), certains capotages laissaient passer des poussières (notamment zone petit silo A à coques).  L'exploitant devra mettre en place des réparations pérennes sur ces fuites (photos de la zone à transmettre sous 1 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a externalisé le nettoyage des poussières à une société spécialisée. Le nettoyage est effectué avec des systèmes d'aspiration.  Cependant, les zones sous silos du silo coques et du petit silo A coques présentaient des signes d'empoussièrement (nettoyage moins récent que sur d'autres zones).  Le silo bois au milieu du site est dépoussiéré dans la galerie supérieure sur les parties facilement accessibles. Cependant, pour les parties moins accessibles (passages de gaines, supports sur les côtés des silos), l'épaisseur de poussière était importante.  Enfin, le site n'est pas équipé de témoins d'empoussièrement (de type croix au sol) permettant de visualiser facilement le niveau d'empoussièrement.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra renforcer les procédures de nettoyage afin d'intégrer des zones moins couramment nettoyées ou accessibles.  La procédure décrivant les zones à nettoyer, les modalités de surveillance du niveau de propreté ainsi que les fréquences maximales à respecter devra être transmise à l'inspection sous 2 mois. La justification du nettoyage des zones identifiées dans le constat ci-dessus devra également être transmise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Contrôles électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention explosion-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.  L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles."
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise des contrôles électriques et également de thermographie. Les contrôles sont réalisés à minima une fois par an sur tout le site. L'équipotentialité est contrôlée. Cependant, le rapport ne conclut pas sur la conformité à l'arrêté ministériel relatif aux silos.  Suite aux contrôles, le responsable maintenance prend en compte les travaux à réaliser et les planifie. Quelques annotations manuelles sont visibles sur les rapports: la justification de la prise en compte des remarques est à fiabiliser afin de s'assurer des actions entreprises ou prévues. Cependant, on peut noter que sur les contrôles présentés (2021 et 2022), peu de remarques sont relevées d'une année sur l'autre.
<b>Observations :</b> La conformité à l'arrêté silo doit être intégrée au contrôle électrique réalisé annuellement. La formalisation des suites données aux contrôles est à renforcer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Détection anomalie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 26.IV.B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.
<b>Constats :</b> Les contrôles réalisés par sondage ont permis en vérifier la présence des systèmes de détection de bourrage, de déport de bande et de contrôle de rotation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. [...] Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.
<b>Constats :</b> Le convention de rejet du site impose une température maximale de 35°C. Les températures sont couramment supérieures à cette valeur. Les valeurs de pH ne sont pas non plus respectées.
<b>Observations :</b> L'exploitant a réalisé des études pour mettre en place un système permettant la régulation du pH ainsi qu'un système de refroidissement des effluents.  Ce dernier a pour inconvénient d'engendrer une forte consommation d'énergie.  L'exploitant doit trouver une solution globalement plus équilibrée: récupération de la chaleur des eaux rejetées par exemple.  Il peut également étudier la révision de sa convention de rejet afin d'obtenir le droit de rejeter une température plus élevée, si la station communale est en mesure de l'accepter.  Enfin, il est rappelé à l'exploitant qu'un positionnement de la qualité de ses rejets vis à vis des évolutions réglementaires de 2017 (arrêté dit RSDE) est toujours attendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois